

Université de Bejaia
 Faculté SECG
 Niveau : Deuxième année Licence
 Module de Macroéconomie II
 Chargé du module : Bellache.Y.

Chapitre 3 : Les Politiques économiques

Avant d'aborder les politiques économiques conjoncturelles (politique budgétaire et politique monétaire), il est nécessaire de faire un rappel sur le modèle IS-LM. C'est en effet ce dernier qui permet d'analyser l'efficacité des politiques citées ci-dessus.

Section 1 :Le Modèle IS-LM

Le modèle IS-LM (appelé également modèle Hicks-Hansen) est un modèle qui décrit l'équilibre simultané sur le marché des biens et services et sur le marché de la monnaie. L'une des particularités de ce modèle est la mise en évidence de l'interdépendance du secteur monétaire et du secteur réel.

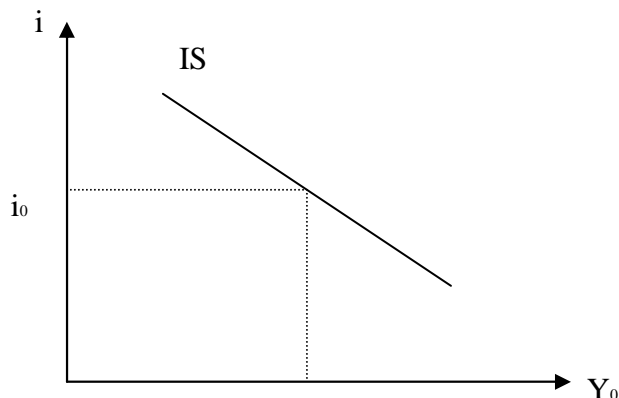
I-La courbe IS

La courbe IS exprime l'équilibre sur le marché des biens et services. Ce marché est en situation d'équilibre quand l'offre est égale à la demande des biens et services ($Og = Dg$).

Cet équilibre s'écrit : $Y = C + I$ ou $I = S$ avec $S(Y) = I(i)$ avec $S'(Y) > 0$ et $I'(i) < 0$.

La courbe IS représente l'ensemble des combinaisons entre le taux d'intérêt (i) et le revenu global (Y) qui assurent l'équilibre entre l'investissement (I) et l'épargne (S).

Il existe une infinité de points (i, Y) qui réalisent l'égalité entre l'investissement et l'épargne ($I=S$). L'ensemble de ces points forment ainsi la courbe IS.



« Courbe IS »

Ainsi, $\sum (i, Y)$, formant la courbe IS, réalisent l'égalité $I=S$.

Comme le montre le graphique, le revenu global (Y) est fonction décroissante du taux d'intérêt (i) : $Y = f(i)$ avec $Y = f'(i) < 0$

(i) est déterminé sur le marché de la monnaie.

Une $\downarrow (i)$ par exemple (décidée par les autorités monétaires) $\Rightarrow \uparrow I$ (l'investissement étant une fonction décroissante de i) $\Rightarrow \uparrow S$ (l'égalité entre I et S est toujours assurée) $\Rightarrow \uparrow Y$ ($S=f'(Y) > 0$).

II-La courbe LM

La courbe LM exprime l'équilibre sur le marché de la monnaie. Ce marché est en équilibre quand l'offre de monnaie (M) est égale à la demande de monnaie (L).

Cet équilibre s'écrit : $M = L$ $M = M_0$ (Offre de monnaie est exogène)

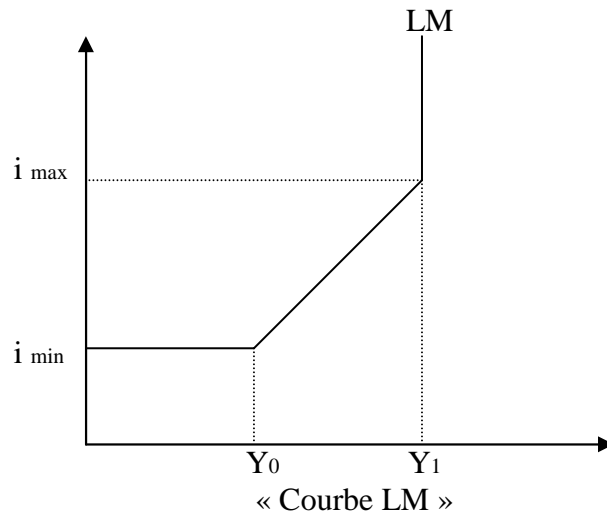
$$L = L_1 + L_2$$

L_1 : Demande de monnaie pour les transactions $L_1 = f(Y)$ avec $L_1 = f(Y)' > 0$

L_2 : Demande de monnaie pour la spéculation $L_2 = f(i)$ avec $L_2 = f(i)' < 0$

Donc $M_0 = L_1(Y) + L_2(i)$

La courbe LM représente l'ensemble des combinaisons de (i) et (Y) qui assurent l'équilibre entre l'offre de monnaie (M_0) et la demande monnaie (L) ($L = M$).



La courbe LM comporte (03) zones:

-la zone horizontale (zone de « trappe à liquidité ») : quand (i) est à son niveau minimum, l'activité est faible (Y est bas) $\Rightarrow L_2$ augmente ($L_2 = f(i)' < 0$) et L_1 est faible car Y est faible. Toute injection de monnaie profitera à la spéculation.

-la zone verticale : quand (i) est à son niveau max, le niveau de l'activité est élevé (Y est à un niveau élevé). L_2 est nulle car toute la monnaie disponible sera utilisée uniquement pour les transactions.

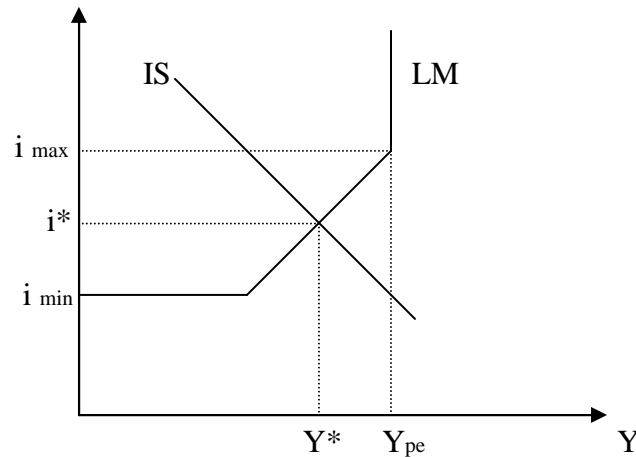
-la zone intermédiaire : une hausse de (Y) \Rightarrow une hausse de L_1 ($L_1 = f(Y)' > 0$)

ici toute $\uparrow Y \Rightarrow \uparrow i$ et la $\uparrow i \Rightarrow \downarrow L_2$ et $\uparrow L_1$.

Sur le marché de la monnaie, il existe une relation positive entre (i) et (Y) : LM est croissante. Ici c'est la variation de (Y), déterminé sur le marché des biens et services, qui induit une variation de (i).

II- L'équilibre simultané sur les deux marchés

Le graphique IS-LM reflète l'équilibre simultané sur les (02) marchés et permet de déterminer le revenu et le taux d'intérêt d'équilibre (i^* , Y^*).



Le point d'intersection des courbes IS et LM correspond au point unique d'équilibre (i^* , Y^*) qui assure l'équilibre simultané sur les (02) marchés.
 (Y^*) permet de déterminer le niveau de l'emploi (N^*) nécessaire pour produire ce volume de production (Y^* ne correspond pas forcément au revenu de plein emploi Y_{pe} . Il s'agit souvent du revenu de sous emploi).

Section 2 :La Politique budgétaire

1/Définition

la politique budgétaire peut être définie comme l'ensemble des mesures visant à réguler la demande globale en agissant sur la consommation des ménages (C) et sur l'investissement des entreprises (I) par une augmentation (ou une baisse) des dépenses publiques (G) ou par une baisse (ou une hausse) de la fiscalité (Tx). Ce type de politique relève donc du rôle de l'Etat.

2/Les instruments de la politique budgétaire

le budget de l'Etat (à travers les dépenses publiques :G, la fiscalité :Tx et éventuellement les transferts :Tr) constitue le principal moyen d'intervention de l'Etat dans le domaine économique et social.

Les **Multiplicateurs budgétaires** constituent le fondement de l'action budgétaire de l'Etat.

Un **Multiplicateur budgétaire (MB)** est le rapport entre la variation du revenu et la variation d'une grandeur budgétaire (dépenses ou impôts) qui la détermine ($MB = \Delta Y / \Delta G$ (ou ΔTx) ou c'est la ΔG (ou ΔTx) $\Rightarrow \Delta Y$).

Il existe (02) types de Multiplicateurs budgétaires :

- le multiplicateur des dépenses publiques (G et Tr)
- le multiplicateur de la fiscalité

le multiplicateur des dépenses publiques (au sens strict)

$$\Delta Y = (1/1-c) \Delta G \quad \text{le multiplicateur (k) = } 1/1-c \quad \Delta Y = k \Delta G$$

$$\Delta G \Rightarrow \Delta Y \quad (\Delta Y > \Delta G \quad \text{car } 1/1-c > 1)$$

le multiplicateur des transferts

$$\Delta Y = k' \Delta Tr \quad k' = c/1-c \quad (\Delta Tr \Rightarrow \Delta Y \quad \text{avec } \Delta Y = (c/1-c) \Delta Tr)$$

le multiplicateur des transferts est plus faible que le multiplicateur G car $k' < k$ ($c < 1 \Leftrightarrow c/1-c < 1/1-c$).

le multiplicateur fiscal

Quand les dépenses publiques et l'investissement privé sont constants ($\Delta G_0 = 0$ et $\Delta I_0 = 0$), et $T_x = T_{x0}$ (impôt forfaitaire, indépendant du revenu Y), alors toute $\Delta T_{x0} \Rightarrow \Delta Y$ tel que $\Delta Y = k'' \Delta T_{x0}$ avec $k'' = -c/1-c$ (Y et Tx varient en sens inverse)

une baisse des impôts par exemple de 5 u.m ($\Delta T_{x0} = -5$), si $c = 0,8$, induit une hausse du revenu de $\Delta Y = -c/1-c (\Delta T_{x0}) = -0,8/1-0,8 (-5) = + 20$ u.m.

le multiplicateur des impôts est également plus faible que le multiplicateur G car $k' < k$.

En période de récession économique, l'Etat peut intervenir soit à travers la hausse des dépenses publiques ($\uparrow G$) ou la baisse de la fiscalité ($\downarrow T_x$) pour enclencher un effet multiplicateur dans le but de relancer l'activité économique ($\uparrow Y$).

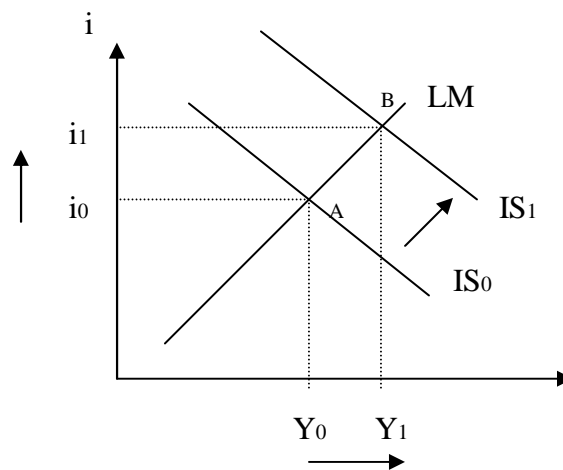
Le budget de l'Etat joue donc un rôle contra-cyclique au niveau de l'économie nationale.

Analyse de l'efficacité de la politique budgétaire à travers le modèle IS -LM

La politique budgétaire peut consister en l'augmentation des dépenses publiques ($\uparrow G$) ou en la réduction des impôts ($\downarrow T_x$).

Dans le deuxième cas, une $\uparrow G \Rightarrow \uparrow D_g$ (cette $\uparrow D_g$ se traduit par le déplacement de la courbe IS vers la droite).

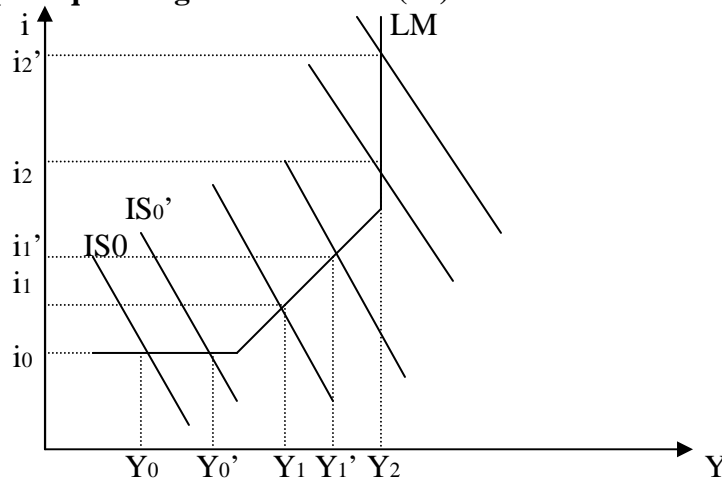
Si l'offre de monnaie (M_0) reste constante, ceci aboutit à une \uparrow du revenu global (Y) et une \uparrow taux d'intérêt (i).



La $\uparrow G \Rightarrow \uparrow D_g$ ($IS_0 \rightarrow IS_1$) (le point d'équilibre passe de (A) à (B)) $\Rightarrow \uparrow Y$ ($Y_0 \rightarrow Y_1$).

Cette hausse du taux d'intérêt ($i_0 \rightarrow i_1$) entraîne le découragement de l'investissement privé. Les entrepreneurs privés se trouvent ainsi évincés du marché par la hausse du taux d'intérêt, suite à l'intervention de l'Etat ($\uparrow G$). c'est ce qu'on appelle l'effet d'éviction (« Crowding-out effect »).

Efficacité de la politique budgétaire selon les (03) zones de la courbe LM



-Si l'état de l'économie correspond à la zone horizontale de la courbe LM (zone Keynésienne), la politique budgétaire est parfaitement efficace : une hausse des dépenses publiques ($\uparrow G$) induit une relance de l'activité économique ($\uparrow Y$) sans augmenter le taux d'intérêt (i reste inchangé). Donc l'effet d'éviction à ce niveau de la courbe LM est nul.

-Au niveau de la zone intermédiaire : une $\uparrow G$ ($IS_1 \rightarrow IS_1'$) $\Rightarrow \uparrow Y$ ($Y_1 \rightarrow Y_1'$) (mais cette hausse du revenu est moins importante que celle de la zone horizontale). Cette hausse de Y s'accompagne d'une hausse du taux d'intérêt : $\uparrow i$ ($i_1 \rightarrow i_1'$), ce qui pénalise l'investissement privé. Donc l'effet d'éviction existe au niveau de cette zone et l'efficacité de la politique budgétaire dépendra du degré de sensibilité de la variation de (i) à la hausse de la demande e monnaie.

-Au niveau de la zone verticale (zone classique), la politique budgétaire est inefficace : la hausse des dépenses publiques ($\uparrow G$) est sans effet sur le revenu national (Y constant) et aboutit à une $\uparrow i$ ($i_2 \rightarrow i_2'$), ce qui pénalise fortement l'investissement privé (l'effet d'éviction est ici très élevé).

Les limites de la politique budgétaire

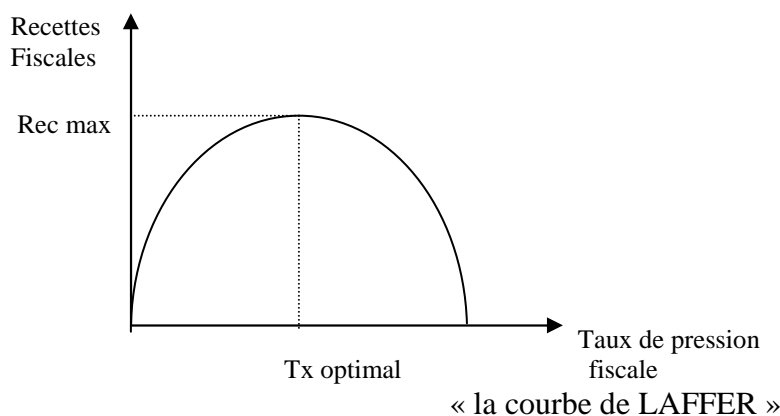
-L'intervention de l'Etat dans la sphère économique via les dépenses publiques provoque des effets d'éviction.

A court terme, une hausse des dépenses publiques, financées par l'emprunt, provoque de l'inflation, ce qui aboutit à la baisse de l'investissement privé ($\uparrow G \Rightarrow$ raréfaction des fonds $\Rightarrow \uparrow i \Rightarrow$ prix de vente $\Rightarrow \uparrow$ inflation et donc une perte de compétitivité de l'économie).

A moyen et long terme, une politique de relance par les dépenses publiques aboutit à la détérioration de la balance commerciale (du fait de l'augmentation des importations de biens et services).

-L'Ecole des Anticipations Rationnelles dont l'émergence remonte aux années 1970 considère que les anticipations rationnelles des agents contrecarrent l'effet expansionniste des politiques de relance par les dépenses publiques. Si par exemple le gouvernement décide de mener une politique de relance (par le déficit budgétaire).comme les agents sont rationnels (ils savent que ce déficit budgétaire, financé aujourd'hui par l'emprunt public, sera remboursé à l'avenir par une hausse d'impôts). Ce raisonnement conduira donc ces agents à réduire leur consommation au profit de l'épargne qui leur permettra de payer cette hausse d'impôts. En agissant de la sorte, les agents contrecarrent les effets positifs de la politique de relance.

-la thèse de LAFFER permet également de mettre en évidence l'inefficacité de la politique budgétaire. Ainsi, un accroissement des dépenses publiques financé par une hausse des impôts conduit à une baisse des recettes publiques (« trop d'impôt tue l'impôt »).



Au delà d'un certain de prélèvements obligatoires, Les recettes publiques baissent (la surimposition des revenus décourage le travail et l'investissement).

En outre, l'alourdissement de la pression fiscale suscite des revendications salariales, ce qui aboutit à l'inflation.

Section 3 :La Politique monétaire

1/ Définition

La politique monétaire est l'ensemble des mesures visant à réguler la demande globale en agissant sur le volume de la masse monétaire en circulation. Ainsi, un accroissement de la masse décidée par les autorités monétaires a pour effet de réduire le taux d'intérêt, qui aboutit à une relance de l'investissement et du revenu global (politique monétaire expansive). A l'inverse, une politique monétaire restrictive peut aboutir à une baisse de l'investissement et par conséquent un ralentissement de l'activité économique.

2/ Les instruments de la politique monétaire

Les principaux instruments permettant de contrôler l'évolution de la masse monétaire et celle du taux d'intérêt sont :

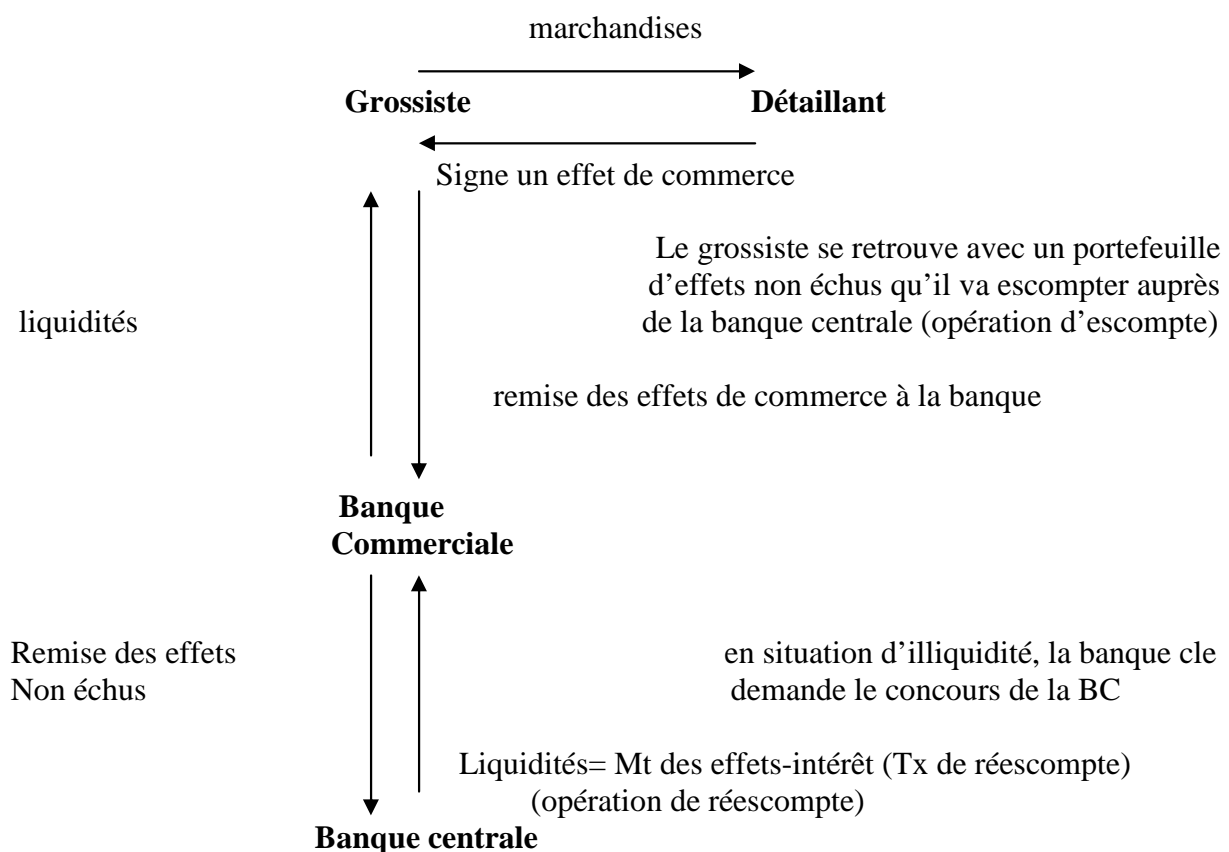
2.1/ les Réserves obligatoires (RO)

les réserves obligatoires sont les réserves imposées par la banque centrale aux banques commerciales en proportion de leurs dépôts ou de leurs crédits. Le niveau des RO est un moyen qui permet aux autorités monétaires de contrôler le volume de la masse monétaire. Ainsi, un niveau élevé de RO restreint la création monétaire et inversement.

2.2/ le contrôle du coût de refinancement

la banque centrale intervient également à travers les opérations de refinancement (appelées également opérations de réescompte). On parle de réescompte quand la banque centrale rachète une créance que la banque avait escomptée à la demande d'un client.

Le schéma suivant met en évidence les opérations d'escompte et de réescompte.



En réescomptant ces effets, la banque centrale crée de la monnaie. Ainsi, si la autorités monétaires veulent une politique monétaire expansive (encouragement des crédits à l'économie), ils réduiront le taux de réescompte.

2.3/ le contrôle de la quantité de monnaie centrale

ce contrôle passe par la maîtrise du volume des refinancements, des crédits accordés à l'Etat et des variations du stock d'or et des devises. Si par exemple, la banque centrale veut empêcher le cours de la monnaie nationale de baisser, elle doit vendre des devises (ce qui entraîne une baisse de la masse monétaire) et inversement.

2.4/ l'Open Market

une opération d'open market consiste en l'acquisition ou cession des titres sur le marché monétaire par la banque centrale. Ceci qui permet à la banque centrale d'influer sur le volume de la masse monétaire et par conséquent sur le niveau du taux d'intérêt.

2.5/ les taux directeurs

il s'agit des niveaux max et min fixés par la banque centrale aux taux d'intérêt bancaires. Ces taux directeurs influencent les taux d'intérêt du marché monétaire.

3/ Les objectifs de la politique monétaire

3.1/ la maîtrise de l'inflation (objectif interne)

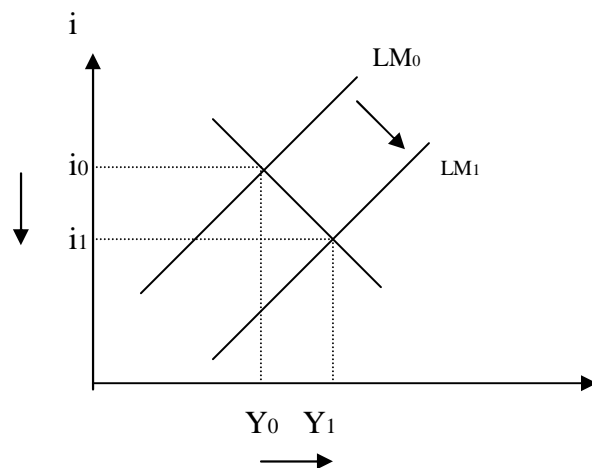
la hausse du taux d'intérêt (toutes choses égales par ailleurs) conduit à une baisse de la demande des crédits des ménages et des entreprises (et favorise par la même les placements).

3.2/ la stabilité du taux de change (objectif externe)

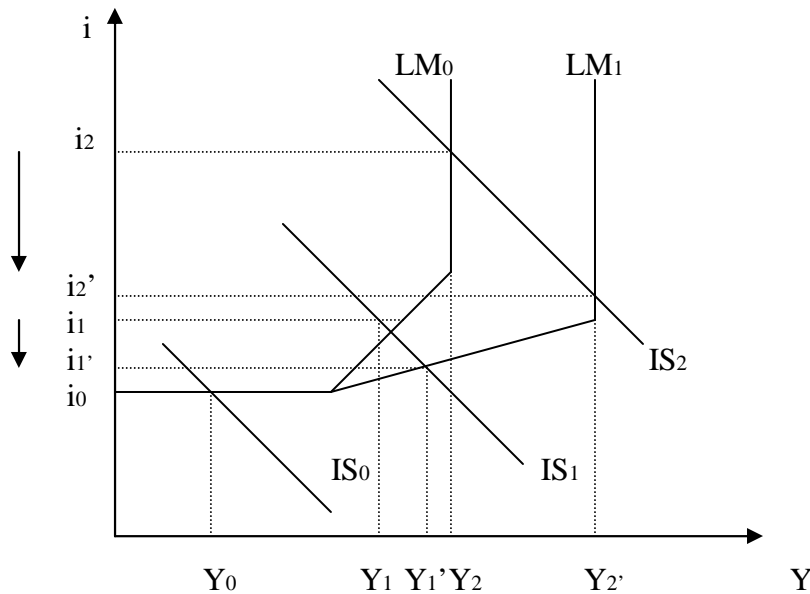
le taux de change dépend de l'offre et de la demande de devises. Une hausse du taux d'intérêt par exemple permet d'attirer les capitaux à court terme. Ceci entraîne une hausse de la demande de monnaie nationale et une appréciation du taux de change du pays (la monnaie devient forte).

4/ Efficacité de la politique monétaire à travers le modèle IS-LM

Une politique monétaire expansive se traduit graphiquement par un déplacement de la droite LM vers la droite.



-la $\uparrow M$ ($LM_0 \rightarrow LM_1$) \Rightarrow $\downarrow i$ ($i_0 \rightarrow i_1$) \Rightarrow $\uparrow D_g$ ($C+I$) \Rightarrow $\uparrow O_g$ ($\uparrow Y$).

Efficacité de la politique monétaire selon les zones de la courbe LM

L'efficacité de la politique monétaire dépend de la zone dans laquelle se trouve l'économie au début de la période considérée.

-Si IS_0 coupe LM dans la zone horizontale (zone de la trappe à liquidité), l'augmentation de la masse monétaire n'agit pas sur le taux d'intérêt (i étant très bas). Ici la politique d'expansion monétaire est parfaitement inefficace.

-Dans la zone classique, la hausse de M ($LM_0 \rightarrow LM_1$) $\Rightarrow \downarrow i \Rightarrow \uparrow D_g \Rightarrow \uparrow Y$ ($Y_2 \rightarrow Y_2'$). Ainsi, la politique monétaire est parfaitement efficace dans cette zone.

-Dans la zone intermédiaire, une $\uparrow M$ ($LM_0 \rightarrow LM_1$) $\Rightarrow \downarrow i \Rightarrow \uparrow Y$ ($Y_1 \rightarrow Y_1'$). ($Y_2 \rightarrow Y_2'$) > ($Y_1 \rightarrow Y_1'$).

5/ les limites de la politique monétaire

Si le gouvernement décide de mener une politique d'expansion monétaire (création monétaire), les agents anticiperont une hausse des prix (inflation), ce qui conduirait à des revendications salariales pour préserver leur pouvoir d'achat (ce qui maintient les salaires réels à un niveau constant). Ainsi et compte tenu de l'absence de variation des salaires réels, les entreprises garderont le même niveau d'emploi et le même volume de production. Ce qui rend la politique de relance inefficace.